
1920

Publié intégralement en 1920 dans Le IXe Congrès du Parti communiste de Russie. Compte rendu sténographique. Le discours de clôture fut publié en entier pour la première fois en 1960 dans Le IXe Congrès du P.C.(b) de Russie. Mars-avril 1920. Procès verbaux.

Œuvres t. 30, pp. 453-503 Paris-Moscou,

Lénine

IXe CONGRÈS DU P.C. (b)R.

(29 MARS - 5 AVRIL 1920)

CONCLUSIONS APRÈS LE RAPPORT DU COMITÉ CENTRAL

LE 30 MARS

Camarades,

L'essentiel des attaques a été dirigé contre la partie du rapport politique du Comité central que le camarade Sapronov a qualifiée d'injurieuse. Le camarade Sapronov a donné un caractère extrêmement déterminé et une saveur particulière à la position qu'il a défendue et je voudrais commencer, pour démontrer ce qu'il en est en réalité, pour vous rappeler quelques dates essentielles. J'ai sous les yeux les *Izvestia du Comité central* du P.C.R. du 2 mars ; nous y publions une lettre du C.C. aux organisations du P.C.R. sur la préparation du congrès. Nous disons dans la première lettre « Le temps des discussions d'ordre purement théorique, des débats sur les questions générales, des résolutions de principe, est heureusement passé. C'est une étape franchie, un problème résolu hier et avant-hier. Il faut aller de l'avant, il faut savoir comprendre

qu'une *tâche pratique* se pose devant nous, et qu'à cette tâche concrète - vaincre aussi promptement que possible le délabrement économique - il faut consacrer toutes nos forces, avec une énergie vraiment révolutionnaire, avec l'abnégation dont ont fait preuve nos meilleurs camarades, les ouvriers et paysans de l'Armée Rouge, en battant Koltchak, Ioudénitch et Dénikine.»

J'avoue que je me suis rendu, ici, coupable d'optimisme, moi qui pensais que le temps des débats théoriques était passé. A la vérité, nous nous avons fait de la théorie pendant quinze ans, avant la révolution ; puis nous avons gouverné pendant deux ans ; il est temps à présent de faire preuve d'esprit pratique, de sérieux, et nous nous adressons le 2 mars aux camarades qui ont une expérience des choses pratiques. *L'Ekonomitchskaïa Jizn* du 10 mars publie en réponse les thèses de Tomski ; le 23 mars paraissent celles de Sapronov, d'Ossinski et de Maximovski ; le 27 mars, c'est-à-dire après notre appel au parti, celles du Comité de la province de Moscou. Dans toutes ces thèses, la question est mal posée sur le plan théorique. Si le point de vue exposé dans notre lettre était optimiste, erroné, s'il nous semblait que l'ère des débats théoriques était finie, les thèses montraient qu'il n'en était rien et les camarades des syndicats n'ont pas à se plaindre d'avoir été injustement traités ; nous voici maintenant devant la question suivante : ce point de vue est-il juste ou la position que toutes ces thèses défendaient après notre appel du 2 mars ? Chacune des thèses contient une documentation sérieuse, et il faut en tenir compte. Si le C.C. n'y portait pas sérieusement attention, cela voudrait dire qu'il n'est propre à rien.

Mais écoutez plutôt ce qu'écrit le camarade Tomski :

«§ 7. Le principe fondamental de la structure des organismes de régulation et de direction de l'industrie, le seul principe capable d'y assurer la participation de larges masses ouvrières sans-parti par l'intermédiaire des syndicats, c'est le principe actuellement en vigueur de la direction collective de l'industrie depuis le Bureau du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale jusques et y compris la direction d'usine. La direction personnelle de certaines entreprises ne doit être tolérée que dans des cas particuliers, après accord entre les Bureaux du Conseil Supérieur de l'Economie et du Conseil Central des Syndicats de Russie ou du Comité central des Fédérations syndicales correspondantes, et à la condition expresse

du contrôle par les syndicats et leurs organismes des administrateurs investis de pouvoirs personnels.

§ 8. Pour assurer la réalisation de l'unité du plan d'édification économique, l'harmonisation de l'activité des syndicats et des organismes économiques, la participation des syndicats à la direction et à la régulation de l'industrie doit être fondée sur les principes suivants : a) les questions générales de la politique économique sont débattues par le Conseil Supérieur de l'Economie et ses organismes, avec la participation des syndicats ; b) les collèges économiques de direction sont formés par le Conseil Supérieur de l'Economie et ses organismes, de concert avec les organismes correspondants des syndicats ; c) les collèges des organismes économiques qui étudient avec les syndicats les questions générales de la politique économique d'une branche quelconque d'industrie et qui leur fournissent des comptes rendus d'activité périodiques sont les organismes exclusifs du Conseil Supérieur de l'Economie dont ils sont tenus d'appliquer les décisions ; d) tous les collèges des organismes économiques sont tenus d'appliquer sans contestation les décisions des organismes suprêmes du Conseil Supérieur de l'Economie et ne répondent, personnellement et collectivement, de l'application de ces décisions que devant le Conseil Supérieur de l'Economie.»

C'est là une effroyable confusion de problèmes théoriques élémentaires !

Il est vrai que la gestion se fait par l'intermédiaire d'un administrateur personnellement responsable, mais cet administrateur sera-t-il ouvrier ou spécialiste, cela dépend du nombre d'administrateurs de l'ancien et du nouveau régime dont nous disposons. Ce sont là des vérités théoriques élémentaires. Parlons-en. Mais si vous voulez discuter la ligne politique du Comité central, ne nous faites pas dire ce que nous n'avons ni dit ni préconisé. Quelle réponse nous a-t-on faite quand nous demandions, le 2 mars, aux camarades un appui pratique ? Les camarades de la base nous servent en réponse des considérations théoriques manifestement erronées. Les thèses des camarades Ossinski, Maximovski et Sapronov, publiées le 23 mars, ne contiennent que des déformations théoriques. Ils écrivent que la direction collective constitue, sous une forme ou sous une autre, la base nécessaire de la démocratie. J'affirme que vous ne trouverez rien d'analogue dans les quinze années d'histoire de la social-

démocratie avant la révolution. Le centralisme démocratique signifie seulement que les représentants des organisations locales se réunissent et désignent l'organisme responsable appelé à diriger. Comment diriger ? Cela dépend du nombre d'hommes capables dont on dispose, du nombre de bons administrateurs. Le centralisme démocratique, c'est que le congrès contrôle le Comité central, le destitue et en désigne un autre. Mais si l'idée nous venait de revoir toutes les erreurs théoriques formulées dans ces thèses, nous n'en finirions jamais. Pour ma part, je n'en toucherai plus un mot, je me bornerai à dire que le Comité central a adopté en la matière l'attitude qu'il ne pouvait manquer d'adopter. Je sais fort bien que le camarade Ossinski et d'autres ne partagent pas les opinions de Makhno et de Makhaïev, mais les partisans de Makhno ne peuvent manquer de se cramponner aux arguments d'Ossinski et de ses amis. Ils y sont attachés. Prenez les thèses du Comité de la province de Moscou qui nous ont été distribuées. Il y est dit que dans une société socialiste évoluée, où la division sociale du travail et la fixation des hommes à des professions définies auront disparu, la mutation périodique des personnes assurant à tour de rôle les fonctions de direction n'est possible que sur la base d'une large direction collégiale, etc., etc. Tout cela n'est que confusion.

Nous avons demandé aux travailleurs pratiques de la base de nous aider en nous fournissant des indications concrètes. Et au lieu de cela, on nous répond que le C.C. ne tient pas compte de la base. De quoi ne tient-il pas compte ? Des réflexions sur la société socialiste ? Il n'y a pas là-dedans la moindre trace de sens pratique, d'esprit d'entreprise. Certes, nous avons d'excellents ouvriers qui empruntent bien des choses aux intellectuels, mais parfois ce qu'il y a de pire et non de meilleur. C'est ce qu'il faut combattre. Mais puisque, en réponse à l'appel du Comité central qui demandait des indications concrètes, vous avez posé les questions de principe, force nous est d'en parler. Nous devons dire alors qu'il est indispensable de combattre les erreurs de principe. Les thèses proposées depuis le 2 mars en contiennent de monstrueuses.

C'est bien ce que j'affirme. Parlons-en, discutons. Inutile de les éluder ! Point n'est besoin d'invoquer le fait que nous ne sommes pas des théoriciens. Pardon, camarade Sapronov, vos thèses sont celles d'un théoricien. Vous verrez que, si on voulait les appliquer pratiquement, il faudrait rétrograder et trancher les questions dans un esprit contraire à la conjoncture du moment. Ceux qui voudraient chercher des indications pratiques dans les thèses des

camarades Maximovski, Sapronov et Tomski se tromperaient lourdement, ces thèses sont profondément erronées. Je considère cette façon de formuler l'attitude de classe vis-à-vis de l'édification de l'Etat comme radicalement fausse et rétrograde. Tous les éléments qui sont restés en arrière et n'ont pas encore connu tout cela s'en tiennent naturellement à ce point de vue. Les auteurs de ces thèses ne doivent pas être accusés d'avoir sciemment consenti au règne de l'incurie, mais d'avoir, par leur erreur théorique dans une question que le Comité central les invitait à étudier, donné un certain drapeau, une certaine justification aux pires éléments. Et pourquoi tout cela s'est-il fait ? Par défaut de réflexion. Cela ressort des documents originaux avec une évidence entière.

J'en viens à l'accusation que le camarade Yourénev a formulée à l'encontre du camarade Chliapnikov. Si le Comité central avait éloigné Chliapnikov, à la veille du congrès, au titre de représentant de l'opposition, un tel C.C. aurait incontestablement commis une indignité. Quand nous avons su que le camarade Chliapnikov partait, nous avons dit, au Bureau politique, que nous nous abstenions de lui donner des directives avant son départ, et le camarade Chliapnikov est venu me déclarer, à la veille de son départ, qu'il ne partait pas sur mandat du C.C. Ainsi, le camarade Yourénev a tout bonnement accueilli des rumeurs qu'il va propageant. (Y o u r é n e v: « Chliapnikov me l'a dit lui-même. .. »)

Je ne sais pas comment il a pu vous le dire lui-même après avoir été chez moi à la veille de son départ me dire qu'il ne partait pas sur mandat du C.C. Certes, il serait inadmissible que le C.C. exilât l'opposition à la veille du congrès. Mais si, de façon générale, l'on parle d'exil, je réponds : prenez donc la peine d'élire un Comité central capable de répartir correctement les forces, mais qui ôte la possibilité de se plaindre. Comment répartir les forces de manière que chacun soit content ? Et s'il n'y a pas de répartition, pourquoi alors parler de centralisme ? S'il y a eu dérogation aux principes, parlons-en, avec des exemples à l'appui. Si nous avons exilé des représentants de l'opposition, qu'on nous cite des cas que nous puissions examiner ; peut-être y a-t-il eu des erreurs ? Peut-être a-t-on exilé le camarade Yourénev qui s'est plaint au Bureau politique d'avoir été injustement rappelé du front Ouest ? Mais le Bureau politique, après examen, a trouvé qu'on avait eu raison d'agir ainsi. Quelque Comité central que vous élisiez, il ne pourra pas renoncer à la répartition des effectifs.

J'en viens à la répartition des affaires entre le Bureau d'organisation et le Bureau politique. Le camarade Maximovski a plus d'expérience que moi en matière d'organisation, et il prétend que Lénine introduit la confusion dans les questions concernant le Bureau d'organisation et le Bureau politique. Eh bien, tirons les choses au clair. A notre avis, le Bureau d'organisation répartit les effectifs et le Bureau politique dirige la politique. Si cette division du travail n'est pas la bonne, comment délimiter l'activité de ces deux organismes ? Faut-il donc rédiger une constitution ? Il est difficile de démarquer avec précision le Bureau politique du Bureau d'organisation, de délimiter leurs fonctions. Toute question peut devenir politique, même celle de la nomination d'un commissaire. Que l'on nous propose une autre solution, à la bonne heure ! Camarades Sapronov, Maximovski, Yourénev, formulez vos propositions, essayez de démarquer, de délimiter le Bureau d'organisation et le Bureau politique. Il suffit chez nous qu'un seul membre du Comité central proteste pour qu'une question soit reconnue politique. Nous n'avons eu durant tout ce temps aucune protestation. L'initiative est aussi peu limitée que possible : tout membre du Comité central peut déclarer qu'une question revêt un caractère politique. Tout militant quelque peu au courant des questions d'organisation, qui s'y connaît non comme le camarade Maximovski, mais comme quelqu'un ayant travaillé au moins six mois dans ce domaine, doit nous apporter des critiques d'une autre sorte que celles du camarade Maximovski. Que les critiques donnent des indications précises, nous les accepterons et nous conseillerons d'élire un nouveau Comité central qui tiendra compte des vœux formulés. Mais on ne nous a servi qu'une critique sans objet et des allégations mensongères.

Supposons que vous sépariez le Bureau d'organisation d'avec la direction politique. Je demande, en quoi consistera alors la direction politique ? Qui dirige si ce n'est des hommes, et comment diriger sans répartir ? Peut-on obliger quelqu'un à appliquer certaines directives s'il en est incapable ? On lui donne des indications déterminées, on contrôle son travail, on le désigne enfin à un autre poste. Et comment instruire encore les camarades Maximovski, Sapronov et Ossinski qui dans leurs thèses préconisent un amendement théorique depuis longtemps repoussé ? Ils font pis encore dans la pratique et montrent ainsi qu'il n'y a aucune matière pour une critique constructive.

Le camarade Sapronov a beaucoup parlé ici d'oligarchie et d'initiative personnelle. Dommage qu'il n'ait pas fourni à l'appui d'exemples relevés en Ukraine. Ils auraient montré à quelles attaques contre l'oligarchie les conférences locales s'y sont livrées. La question sera examinée par le congrès ou déferée au C.C. Mais nous dirons à propos de la conférence ukrainienne, à laquelle la majorité, Sapronov en tête, s'est affirmée hostile au camarade Rakovski et s'est livrée à des accusations calomnieuses absolument inadmissibles, nous dirons que nous ne reconnaissons pas la résolution adoptée par la conférence régionale. C'est là une décision du C.C. Si elle n'était pas fondée, faites-nous en porter la responsabilité mais ne croyez pas vous en tirer avec des phrases. Il y a ici des personnes qui ont dû savoir et qui diront que c'est de la démagogie. Si nous nous trompons dans l'appréciation que nous donnons à la scission ukrainienne, citez-nous des faits pour prouver que le C.C. a commis une erreur.

Nous dirons que nous ne reconnaissons pas cette conférence du camarade Sapronov et que nous nommons deux camarades anciens et deux nouveaux, le camarade J.... et les borotbistes [1]. Je n'ai pas entendu un seul mot de protestation de la part du camarade Sapronov ou d'autres, je n'ai pas entendu un seul argument valable. Si nous avons démantelé et cassé toute une conférence ukrainienne, il fallait sonner le tocsin et clamer que nous sommes des criminels. Or, tout le monde se tait, car chacun sait que derrière ces phrases sur l'initiative, etc., se cachent tous les éléments désorganiseurs, petits-bourgeois, les éléments en mal de pouvoir qui sont très influents en Ukraine. (Applaudissements).

Je n'ai entendu dans le discours du camarade Sapronov qu'une seule affirmation sérieuse qui a accroché mon esprit. Le camarade Sapronov dit : le VIIe Congrès des Soviets a arrêté et nous enfreignons sa décision, puisque le décret sur la collecte du lin viole l'arrêté du Comité exécutif central de Russie. Je ne puis me souvenir de la dixième partie des décrets que nous promulguons. Mais je me suis renseigné auprès du secrétariat du Conseil des Commissaires du Peuple sur les modalités de collecte du lin. Le décret a été pris le 10 février. Qu'a-t-on découvert ? Il n'y a pas au Bureau politique ni au Comité exécutif central de camarades qui ne soient disposés à défendre l'initiative. Nous les avons vu ici, à cette tribune. Les camarades savent qu'ils ont la langue bien pendue. Pourquoi n'ont-ils pas fait appel contre cet arrêté? Produisez vos réclamations ! Il n'y en a pas eu après le 10 février. Nous prenons

ce décret, après une longue lutte, sur proposition de Rykov et d'accord avec le camarade Séréda et le Commissariat du Peuple au Ravitaillement. On nous dit : « Vous vous trompez ! » Peut-être. Corrigez-nous donc ? Renvoyez la question devant le Bureau politique. Ce sera une décision dans les formes. Produisez un procès-verbal. S'il établit que nous avons enfreint l'arrêté du congrès, qu'on nous traduise en justice. Où est cette accusation ? D'une part, on nous reproche le cas Chliapnikov et, de l'autre, on nous dit que la décision sur le lin a été enfreinte. Prenez la peine de produire des faits pour le prouver. Mais vous n'en apportez pas. Toutes vos affirmations ne sont que des mots : initiative spontanée, système de nominations, etc. Mais alors pourquoi le centralisme ? Aurions-nous pu tenir deux mois si nous n'avions pas procédé pendant deux années à des nominations, tandis que nous passions, en divers endroits, de l'épuisement complet et de la ruine à la victoire ? Parce que le rappel du camarade Chliapnikov ou du camarade Yourénev ne vous plaît pas, vous lancez de ces petits mots à la foule, à la masse inconsciente. Le camarade Loutovinov dit : « La question n'est pas tranchée. » Il faut la trancher. Si deux Commissaires du Peuple professent des opinions différentes sur Ivan Ivanovitch, et si l'un des deux affirme que le cas est politique, que faire ? Indiquez-nous le moyen ! Vous pensez que les questions ennuyeuses sont exclusivement réservées au présidium du Comité exécutif central ? Je prétends qu'il n'y a pas d'institution où ne se posent des questions ennuyeuses, et qu'il arrive à tout le monde d'avoir à étudier le cas de Maria Ivanovna et Sidor Ivanovitch. Mais on ne peut pas dire qu'il n'y a pas de politique, car la politique passe par toutes les têtes. Le camarade Loutovinov a eu une expression... - je ne sais comment m'exprimer, j'ai peur de blesser l'ouïe si délicate du camarade Saprionov et j'ai peur d'employer une expression de polémiste - bref, il a dit que le camarade Krestinski agissait la menace d'une scission. Le Bureau a délibéré à ce sujet. Nous en avons un procès-verbal et je prie tous les membres du congrès d'en prendre connaissance. Nous sommes arrivés à la conclusion que le camarade Krestinski s'est emporté, mais que vous, camarade Loutovinov et camarade Tomski, vous aviez une chicane assez malodorante. Peut-être avons-nous tort : rectifiez en ce cas notre décision, mais il n'est pas permis de tenir ce langage sans avoir lu les documents, sans dire qu'une réunion spéciale s'est tenue et que l'affaire a été examinée en présence de Tomski et de Loutovinov.

Il me reste encore à traiter deux points ; d'abord des nominations des camarades Boukharine et Radek. On prétend que nous les avons désignés en qualité de commissaires politiques auprès du Conseil central des syndicats de Russie, et l'on imagine ici broder sur ce canevas une atteinte à l'initiative, une pratique du bureaucratisme. Peut-être connaissez-vous de meilleurs théoriciens que Radek et Boukharine ? Donnez-les-nous, en ce cas. Peut-être connaissez-vous des hommes mieux informés du mouvement syndical ? Donnez-les-nous. Comment ! Le Comité central n'aurait pas le droit d'adjoindre au Conseil des syndicats les théoriciens mieux informés sur le mouvement syndical, au courant de l'expérience allemande et capables de réagir contre une tendance erronée ? Un Comité central qui ne le ferait pas serait inapte à diriger ! Plus nous sommes entourés de paysans et de cosaques du Kouban, et plus notre situation est difficile quant à la dictature du prolétariat ! Aussi faut-il redresser notre ligne politique, lui conférer à tout prix la solidité de l'acier, et c'est cette ligne que nous recommandons au congrès du parti.

Le camarade Boubnov a dit ici qu'il est étroitement lié avec l'Ukraine, et ce propos nous révèle le caractère véritable de ses objections. Il a dit que le Comité central est coupable du renforcement des borotbistes. Cette question est des plus complexes et des plus graves, et je pense que nous sommes sortis victorieux de cette question de premier plan où il fallait savoir manœuvrer. Quand, au Comité central, nous préconisions les concessions les plus grandes aux borotbistes, on riait de nous en disant que nous ne marchions pas droit ; mais on ne peut combattre en ligne droite que si l'ennemi se forme également en ligne droite. Si l'ennemi avance en zigzaguant et non en ligne droite, nous devons le suivre et l'intercepter à tous ses détours. Nous avons promis aux borotbistes le maximum de concessions, à la condition toutefois qu'ils fassent une politique communiste. Nous avons ainsi démontré que nous ne faisons pas preuve de la moindre intolérance. Le fait que tous les meilleurs éléments borotbistes ont maintenant adhéré à notre parti prouve que ces concessions étaient parfaitement justes. Nous avons procédé à la réinscription des membres du parti et, grâce à la juste politique du Comité central, admirablement appliquée par le camarade Rakovski, nous avons vu, au lieu d'un soulèvement des borotbistes devenu à peu près inévitable, les meilleurs éléments borotbistes adhérer à notre parti, sous notre contrôle, avec notre assentiment, tandis que les autres disparaissaient de la scène politique. Cette victoire vaut une paire de bonnes batailles. Dire par

conséquent que le Comité central est coupable du renforcement des borotbistes, c'est ne pas comprendre notre ligne politique dans la question nationale.

Je dirai encore quelques mots du discours du dernier camarade qui a affirmé la nécessité d'éliminer du programme le texte relatif aux syndicats. Voilà bien un exemple de précipitation. Nous n'agissons pas avec une telle légèreté. Nous affirmons qu'il ne faut rien éliminer, mais qu'il faut discuter dans les brochures, articles, dans la presse, etc. Les syndicats s'acheminent vers la prise en main de la vie économique, plus précisément de l'industrie. Les propos sur la non-admission des spécialistes dans les syndicats relèvent du préjugé. Les syndicats sont des éducateurs, et l'on est exigeant envers eux. Le Comité central ne tolérera pas de mauvais éducateurs. L'éducation est une œuvre longue et difficile. Cette question ne peut être tranchée à l'aide d'un décret, il faut savoir l'aborder avec habileté et patience, et c'est à quoi nous nous efforçons et nous efforcerons. Dans ce domaine il faut être très prudent, mais ferme.

Notes

Les notes rajoutées par l'éditeur sont signalées par [N.E.]

[1] Membres du parti nationaliste petit-bourgeois ukrainien, fondé en mai 1918, ainsi appelés du nom de l'organe central de ce parti, le journal *Borotba* (la Lutte). [N.E.]
